



**PRÉFET
DU CANTAL**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
de la légalité
et de l'environnement**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLEMENTAIRE n° 2024 - 0841 du 14 juin 2024
portant sur l'actualisation de la liste des installations classées
et l'extension du périmètre des activités de la SAS COLAS FRANCE située
sur la commune du Rouget-Pers**

Le préfet du Cantal

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu le décret du 29 juillet 2022 du président de la République portant nomination de M. Laurent BUCHAILLAT préfet du Cantal ;

Vu le décret du président de la République du 22 septembre 2023 portant nomination de M. Hervé DEMAÏ, secrétaire général de la préfecture du Cantal ;

Vu l'arrêté du 30 juin 1997 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2521 : « Enrobage au bitume de matériaux routiers (centrales) à froid » ;

Vu l'arrêté du 30 juin 1997 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2515 : « Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels » ;

Vu l'arrêté du 30 juin 1997 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 : « Station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques » ;

Vu l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 février 1978 portant autorisation d'exploitation d'un dépôt de matières bitumineuses avec traitement par la Société Routière Colas sur le territoire de la commune du Rouget

Vu l'arrêté préfectoral n°2011-1560 du 17 octobre 2011 actualisant les prescriptions techniques du site ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2023 – 1586 du 09 octobre 2023 portant délégation de signature à M. Hervé DEMAI, secrétaire général de la préfecture du Cantal ;

Vu le courrier préfectoral du 20 avril 2016 actant le classement du site aux rubriques 2521 et 2515 de la nomenclature des installations classées soumises à déclaration ;

Vu le changement d'exploitant effectif depuis le 1^{er} janvier 2021 au profit de COLAS FRANCE ;

Vu le porter à connaissance du 07 juillet 2023 complété le 03 novembre 2023 et le 23 février 2024 concernant l'augmentation de la surface d'exploitation d'une activité de transit de matériaux ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n°2024-UDCAP15-KK-01 du 23 février 2024 ;

Vu la soumission du projet à la participation du public par voie électronique en date du 06 mai 2024 ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspecteur des installations classées en date du 11 juin 2024 ;

Vu le courriel de l'exploitant en date du 13 juin 2024 signifiant l'absence d'observations de sa part à la lecture du projet d'arrêté préfectoral complémentaire qui lui a été soumis le 12 juin 2024 ;

CONSIDÉRANT la décision du 25 mars 2024 de non soumission du projet d'extension à évaluation environnementale ;

CONSIDÉRANT l'absence d'observations suite à la participation du public par voie électronique en application de l'article L.123-19-2-II du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT l'extension du périmètre géographique du site et l'augmentation du volume d'activité de stockage de matériaux ;

CONSIDÉRANT les évolutions réglementaires et les modifications d'activités du site depuis la délivrance de l'autorisation historique du site et donc la nécessité d'actualiser le tableau des rubriques ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation permettent de limiter les inconvénients et dangers de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement.

SUR PROPOSITION de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Cantal,

Arrête

Article 1 – Actualisation du titre I de l'autorisation préfectorale n°2011-1560 du 17 octobre 2011

Les articles 2, 3 et 4 du présent arrêté remplacent respectivement les articles 1.1.1, 1.2.1 et 1.2.2 de l'arrêté n°2011-1560 du 17 octobre 2011.

Article 2 – Exploitant titulaire de l'exploitation

La société COLAS FRANCE dont le siège social est situé 1 rue du colonel Pierre Avia - 75730 Paris cedex est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune du Rouget-Pers au 13 rue des Deux ponts l'ensemble des installations classées pour la protection de l'environnement détaillées dans les articles suivants.

Article 3 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

N° rubrique	Activité	Capacité de l'activité	Régime *
4801-1	Dépôt de houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron asphalté, brais et matières bitumineuses. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 500 t.	520 t	A
2517-2	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la capacité de stockage étant : > 5 000 m ² mais ≤ 10 000 m ² : Déclaration	4500m ² (déjà autorisé) + 5350m ² (extension) = 9850 m ²	D
2515-1b	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes.	Concasseur mobile de 189 kW	D
2521-2b	Centrale d'enrobage à froid.	1200 t / j	D

* A (Autorisation) ou D (Déclaration)

Article 4 – Situation de l'établissement

Commune	Section AH
Le Rouget-Pers	Parcelle 41 : zone usine + zone poste à froid
Le Rouget-Pers	Parcelle 40 : surface totale 2,32 ha répartie comme suit : – stockage de matériaux 4 500 m ² en prolongement de la parcelle 41 ; – stockage de matériaux (extension) en continuité de la zone de stockage existante sur 5 350 m ² ; – la partie restante à l'ouest n'est pas autorisée au titre des installations classées

Article 5 – délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Clermont-Ferrand :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie, dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 6 – Obligation de notification des recours

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

Article 7 – Notification et publicité

Le présent arrêté est notifié à la SAS COLAS FRANCE sise 1 rue du Colonel Pierre Avia CS81755 - 75730 PARIS cedex.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie du Rouget-Pers pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire du Rouget-Pers fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture du Cantal, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Un extrait est affiché en permanence et de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 8 - Exécution et copie

Le secrétaire général de la préfecture du Cantal, le maire de la commune du Rouget-Pers chargé notamment des formalités d'affichage, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Hervé DEMAI

